



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité Départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CENTRALE EOLIENNE D'ORTONCOURT (OVH)

11 avenue Marc Lefrancq
59121 Prouvy

Références : S-24-1140RP
Code AIOT : 0006209463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE D'ORTONCOURT (OVH) implanté Lieu-Dit le Haut de Lorraine 88330 Rehaincourt. L'inspection a été annoncée le 26/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur la réalisation du suivi environnemental du parc éolien (les éoliennes étant toutes en état de fonctionner depuis avril 2024)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE D'ORTONCOURT (OVH)
- Lieu-Dit le Haut de Lorraine 88330 Rehaincourt
- Code AIOT : 0006209463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est composé de 8 éoliennes d'une hauteur de 89 m en bout de pales, et de puissance unitaire 800 kW ; mises en service progressivement de 2013 à 2017. Après avoir connu de nombreuses déconvenues techniques de 2017 à 2022 (explosion des convertisseurs, démontage ...), et après que le parc ait été progressivement remonté en 2023, les 8 aérogénérateurs sont, depuis fin avril 2024, toutes en état de fonctionnement.

Le référentiel réglementaire utilisé était constitué de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

Thème de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	4 mois
2	Collecte des	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	données du suivi environnemental	26/08/2011, article 12		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le premier suivi environnemental sur ce parc éolien a enfin été effectué ... six à sept ans après sa mise en service.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, le parc éolien a été mis en service très progressivement de 2013 à 2017.</p> <p>Un premier suivi environnemental aurait dû être fait, dès la mise en service de toutes les éoliennes. Mais pour des raisons récurrentes de dysfonctionnement sur les générateurs des éoliennes, le parc n'a pas souvent été dans les conditions d'un fonctionnement normal (avec la totalité de ses éoliennes en état de fonctionnement. Les éoliennes étaient souvent arrêtées, et même parfois démontées comme lors de la précédente visite d'inspection en 2022).</p> <p>Les conditions d'un fonctionnement normal de toutes les éoliennes n'ont été requises qu'en avril 2024. D'où un retard certain pour ce premier suivi environnemental.</p> <p>Le suivi environnemental a été effectué entre mi-mai 2024 et fin octobre 2024, a priori conformément au protocole de suivi environnemental de parcs éoliens terrestres (- Edition 2018).</p> <p>Un total de 22 passages d'une journée de suivi mortalité de l'avifaune et des chiroptères a été effectué de la semaine 20 à 43.</p> <p>Les données concernant plus spécifiquement l'activité des chiroptères seront issues des enregistrements, lesquels seront traités dans le courant de cet hiver après la récupération du dispositif.</p> <p>Le rapport du suivi environnemental est attendu vers fin février 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection, le rapport de suivi environnemental, dès qu'il sera finalisé par le bureau d'études.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de ses 22 passages sur le parc, le bureau d'études en charge du suivi environnemental a fait la découverte de deux cadavres :</p> <ul style="list-style-type: none"> le 12 juin 2024, un oiseau de type indéterminé, retrouvé à 25 m de l'éolienne E1. le 30 juillet 2024, une chauve-souris (pipistrelle), retrouvée à 2 m de l'éolienne E7. <p>L'exploitant s'est engagé - via son bureau d'études - à transmettre à l'Inspection, le certificat comme quoi les données de mortalité seront versées sur "DEPOBIO" (au plus tard à la transmission du rapport de suivi environnemental, au premier trimestre 2025).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Verser les données de mortalité sur Depobio.</p> <p>Transmettre à l'inspection le certificat précité (au plus tard au moment de la transmission du rapport du suivi environnemental).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois